

## Quel avenir pour les jeunes méditerranéens ?

*La jeunesse dans l'union pour la Méditerranée.*

Oriane Barat-Ginies, chargée d'études au CEREM.

Mars 2009

Il n'y aura pas de sécurité durable en Méditerranée sans avenir professionnel.

Parti d'une « Union méditerranéenne » à 22 pays riverains, le projet arrive un an plus tard à « un Barcelone plus », plus dense, plus complexe, dont la pertinence politique est beaucoup plus aléatoire et dont la structure institutionnelle qui agrège l'Union Européenne et la Ligue arabe à la table des négociations reste opaque.

Les objectifs fixés devaient s'inscrire dans l'action et le résultat devait être immédiat afin de répondre aux attentes communes des citoyens méditerranéens. Pouvons-nous être satisfaits de ce nouveau cadre institutionnel et de ce nouvel appareil bureaucratique ? Sans doute pas, mais les dynamiques internes et la volonté collective sont plus que jamais présentes au sein de la population, chez les jeunes, les entrepreneurs et les industriels du bassin méditerranéen.

Construire un avenir commun, c'est avant tout parier sur la jeunesse afin d'élaborer des projets dans le long terme et dessiner un avenir commun. Qui sont ces citoyens méditerranéens ? Quels sont leurs besoins ? Quelles sont leurs attentes ?

Concernant les écoliers, l'importance de l'éducation, l'ouverture du monde scolaire à cette géographie qui les entoure est primordial. L'éveil de la curiosité, l'apprentissage des langues méditerranéennes dès le plus jeune âge leur permet une ouverture d'esprit sur cet espace voisin qui s'inscrit dans leur patrimoine culturel et qui doit se transformer au fil des années en un atout majeur pour leur avenir professionnel. La culture étant souvent marginalisée, les enfants doivent être éveillés (c'est-à-dire

encadrés par un personnel enseignant ayant des programmes d'histoire et de géographie communs) à la mémoire commune, à la connaissance de l'autre, à sa différence de culture et de religion. Mieux se connaître, c'est mieux se tolérer, se respecter, s'écouter sans crainte ni méfiance. Des jumelages d'écoles ou encore des modules d'enseignements jumelés devraient être mis en place afin de satisfaire ces objectifs.

« Le diplôme universitaire d'abord pour ensuite trouver un emploi », c'est une des priorités **des étudiants** de nos jours dans tout l'espace euro-méditerranéen. Les perspectives de chômage et l'absence de repères dans cette future vie active, peuvent être perçus comme une angoisse et une crainte commune. Le nombre de jeunes diplômés augmente et les offres d'emplois se font de plus en plus rares. Les étudiants souhaitent avant tout avoir des occasions de se former et d'étudier à l'étranger ; les programmes Erasmus Mundus et Tempus doivent être développés, et surtout mieux connus des étudiants et des universités. Le développement de partenariats interuniversitaires avec un transfert permanent d'élèves durant les différentes années scolaires doit être encouragé. Il faut décloisonner l'Université et son corps professoral attaché à son enseignement propre ne favorisant aucunement le départ des étudiants pour un an dans un autre système universitaire. Les retours d'expériences de ces jeunes étudiants sont dans pratiquement tous les cas très riches, il est important que l'Université s'assouplisse afin de mieux recevoir ses étudiants étrangers et dans le même temps faciliter le retour de ceux qui se sont expatriés (rapport de retour

d'expérience, étude sur l'enseignement et comparatifs).

La communication euro-méditerranéenne interuniversitaire doit devenir plus fluide et les procédures doivent se simplifier. Les demandes de visa pour certains étudiants des Etats voisins sont difficiles à obtenir. Il est évident que toutes ces attentes ont un coût assez conséquent pour les Universités, mais l'accent doit être mis sur ce pôle de développement. Ces échanges représentent une volonté profonde de tous les jeunes méditerranéens. Des masters co-diplômes pourraient être proposés aux étudiants désireux d'obtenir une double compétence et être reconnus dans deux facultés différentes (comme par exemple les binationaux). Dans le même sens l'Université devrait se professionnaliser offrant aux étudiants souhaitant se former professionnellement, des catalogues de stages à effectuer en fin de cursus dans les pays méditerranéens permettant ainsi un réel échange et un transfert de savoir enrichissant pour les deux rives méditerranéennes. L'apprentissage des langues en serait facilité, les Euro-méditerranéens n'étant pas vraiment encouragés à se tourner vers les langues orientales.

**Concernant les chercheurs et jeunes professionnels**, la question se pose des structures d'accueil. Les chercheurs ont besoin de centres dans différents pays et divers domaines qui les accueilleraient (avec des bourses à la clé) pour une durée déterminée afin de donner une meilleure dynamique à leur recherche et en parallèle assurer une bonne diffusion des connaissances dans un esprit transméditerranéen. Des laboratoires de recherche et d'analyses stratégiques devraient être créés afin de favoriser les rencontres et les échanges entre ces jeunes sur une période donnée pour élaborer ensemble une vision commune de l'avenir. Les chercheurs expérimenteraient concrètement leurs différences de point de vue et de méthodes de travail dans un environnement propice à leur recherche. Cette incitation à s'ouvrir vers de nouvelles perspectives en stimulant l'effet réseau favoriserait efficacement dans le long terme l'intégration

des chercheurs dans la dynamique professionnelle.

Dans la même perspective, les jeunes professionnels souhaitent travailler dans un environnement sûr, continuer à être informés des possibilités d'évolution dans leur carrière, pouvoir accéder à des collaborations entre entreprises méditerranéennes, créer de cette manière des synergies. Certains jeunes entrepreneurs de PME souhaitent développer des partenariats directs transméditerranéens afin de stimuler les productions, favoriser les transferts de capitaux et utiliser ainsi de manière bilatérale les compétences de chacun. C'est la volonté de favoriser le « savoir faire » de tout Méditerranéen. La nécessité de moderniser les infrastructures et de les rendre plus attractives économiquement s'inscrirait dans une optique de développement et de coopération en Méditerranée. Les populations au nord sont vieillissantes, celles du sud sont jeunes (50% de la population a moins de 25 ans) et bien formées, les complémentarités et les synergies semblent évidentes.

**Le cas particulier des femmes** de plus en plus actives, présente une double exigence.

- D'un point de vue familial, leurs désirs portent sur l'éducation de leurs enfants en leur permettant une meilleure ouverture sur le monde et bien entendu en leur garantissant une alimentation saine et un espace de vie sécurisé. Dans certains Etats, leur combat porte d'abord sur le droit au respect de leur dignité humaine et le droit à la liberté.
- Professionnellement, elles souhaitent travailler et être indépendantes, toucher un salaire équivalent à leurs fonctions. Dans les pays européens, nombreuses sont les femmes qui désirent élever leurs enfants tout en travaillant et bénéficier ainsi de structures d'accueil et d'aide à l'enfance.

Enfin, il faut rappeler **l'importance du bien-être des Méditerranéens** comme facteur d'épanouissement dans cette zone. Les besoins alimentaires, la pression sur l'environnement et les ressources, la demande

en eau qui s'accroît ainsi que celle en énergie sont autant de défis communs dans l'avenir. Un des champs important à investir, mis à part celui de la formation et de l'éducation, est celui de la gestion de l'eau, de l'emploi, de la santé et de l'agriculture. Par ailleurs, il est essentiel d'encourager l'action de la société civile dans tout le bassin méditerranéen ainsi que des ONG qui aident à faire émerger une société civile méditerranéenne.

La déclaration commune du 13 juillet 2008 a insisté sur la participation de la société civile, le renforcement du rôle de la femme, le respect des minorités, le dialogue culturel et la compréhension mutuelle. La déclaration finale du 3-4 novembre n'a consacré que quelques lignes au sujet proposant un énième « Euromed jeunesse » dont personne ne sait exactement sur quoi il portera. L'Université euro-méditerranéenne qui a son siège en Slovénie va certes contribuer à rapprocher par la culture et l'éducation le nord et le sud de la Méditerranée. Mais concrètement quels en sont les moyens? Les résultats des travaux lancés dans le cadre des programmes tels que Tempus IV, Erasmus Mundus I sont attendus courant second semestre 2009.

Si l'élaboration d'une politique proche des jeunes n'est pas mise en place, les nombreuses difficultés de déroulement du projet « Union pour la Méditerranée », accentuées par le contexte de crise et de conflit à Gaza ne vont que paralyser un peu plus les faibles avancées enregistrées jusqu'à maintenant. On ne peut oublier que l'avenir de la Méditerranée se trouve d'abord et avant tout dans sa jeunesse.

\*

\* \*